

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[2007/15095]

Remise de lettres de créance

Le 4 juin 2007, L.L. E.E. Sheikh Gazy Bin Saïd Al-bahr Al-Rawas, M. Emin Yaqub Oglu Eyyubov et M. Cristian Inchauste Sandoval ont eu l'honneur de remettre au Roi, en audience officielle, les lettres qui Les accréditent auprès de Sa Majesté, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire respectivement du Sultanat d'Oman, de la République d'Azerbaïdjan et de la République de Bolivie à Bruxelles.

L.L. E.E. ont été conduites au Palais dans les automobiles de la Cour et ramenées à leur résidence à l'issue de l'audience.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[2007/15095]

Overhandiging van geloofsbrieven

Op 4 juni 2007, hebben H.E. Sheikh Gazy Bin Saïd Al-Bahr Al-Rawas, de heer Emin Yaqub Oglu Eyyubov en de heer Cristian Inchauste Sandoval de eer gehad aan de Koning, in officiële audëntie, de geloofsbrieven te overhandigen die Hen bij Zijne Majesteit accrediteren in de hoedanigheid van buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur respectievelijk van het Sultanaat Oman, van de Republiek Azerbaïdjan en van de Republiek Bolivia te Brussel.

H.E. werden in de automobielen van het Hof naar het Paleis gevoerd en, na afloop van de audiëntie, naar Hun residentie teruggebracht.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 2437

[C — 2007/02093]

17 MAI 2007. — Loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public et la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public*

Art. 2. A l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par la loi du 20 décembre 1995, et modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997, par les lois des 19 octobre 1998, 22 mars 1999, 27 décembre 2000, 2 août 2002 et 22 décembre 2003, par l'arrêté royal du 27 mai 2004 et par la loi du 27 décembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "aux organismes d'intérêt public" sont remplacés par les mots "aux personnes morales de droit public et aux organismes d'intérêt public";

2° l'alinéa 1^{er}, 7°, est remplacé par la disposition suivante :

« 7° aux centres psycho-médico-sociaux subventionnés, aux offices d'orientation professionnelle subventionnés et aux centres subventionnés d'encadrement des élèves; »;

3° l'alinéa 1^{er}, 8°, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° aux personnes morales de droit public et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au contrôle ou à la tutelle d'une Communauté, d'une Région, de la Commission communautaire commune ou de la Commission communautaire française; »;

4° l'alinéa 1^{er}, 12°, est abrogé;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 2437

[C — 2007/02093]

17 MEI 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector en van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector*

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, vervangen bij de wet van 20 december 1995, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 1997, bij de wetten van 19 oktober 1998, 22 maart 1999, 27 december 2000, 2 augustus 2002 en 22 december 2003, bij het koninklijk besluit van 27 mei 2004 en bij de wet van 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "de instellingen van openbaar nut" vervangen door de woorden "de publiekrechtelijke rechtspersonen en de instellingen van openbaar nut";

2° het eerste lid, 7°, wordt vervangen als volgt :

« 7° de gesubsidieerde psychisch-medisch-sociale centra, de gesubsidieerde diensten voor school- en beroepsoriëntering en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding; »;

3° het eerste lid, 8°, wordt vervangen als volgt :

« 8° de publiekrechtelijke rechtspersonen en de instellingen van openbaar nut die onder het gezag, de controle of het toezicht van een Gemeenschap, een Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie vallen; »;

4° het eerste lid, 12°, wordt opgeheven;

5° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Sauf disposition contraire, le membre du personnel nommé à titre définitif qui est autorisé à prester ses services de manière complète auprès d'un des services publics visés au présent article, autres que celui auquel il appartient, est assimilé, pour les accidents du travail, les accidents survenus sur le chemin du travail et les maladies professionnelles dont il est victime pendant ces prestations, au personnel nommé à titre définitif du service public auprès duquel il effectue lesdites prestations. La victime peut, dans ce cas, revendiquer l'application de l'article 14, § 1^{er}, 5°, contre le service public auprès duquel il effectue ces prestations.

Pour les accidents du travail, les accidents survenus sur le chemin du travail et les maladies professionnelles dont ils sont victimes pendant la période de leur mise à disposition, les militaires mis à disposition en vertu de la loi du 16 juillet 2005 instituant le transfert de certains militaires vers un employeur public sont, pour l'application de la présente loi, assimilés au personnel nommé à titre définitif de l'administration, du service, de l'organisme ou de la personne morale auprès duquel ils sont mis à disposition. ».

Art. 3. L'article 1^{er bis} de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et modifié par les lois des 19 octobre 1998 et 21 juin 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1^{er bis}. Selon les modalités fixées à l'article 1^{er}, la présente loi est rendue applicable :

1° aux ministres des cultes catholique, protestant, orthodoxe, anglican, israélite, aux imams du culte islamique, aux délégués du Conseil central laïque, aux aumôniers et aux conseillers moraux;

2° aux membres du personnel des institutions universitaires subventionnées par les Communautés, dont le régime de pension de retraite est à charge du Trésor public, pour autant que ces institutions en fassent la demande;

3° aux membres du personnel des organismes internationaux à participation belge, qui sont gérés par le Ministère de la Défense. ».

Art. 4. A l'article 2 de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, 2°, les mots "en raison d'un acte antérieur accompli par le membre du personnel, dans l'exercice de ses fonctions" sont remplacés par les mots "du fait des fonctions exercées par ce membre du personnel";

2° l'alinéa 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} est présumé se trouver au lieu de l'exercice des fonctions lorsqu'il :

1° est envoyé occasionnellement en mission à l'étranger dans le cadre de ses fonctions;

2° exerce, même en dehors du territoire belge, une activité de délégué syndical ou de représentant du personnel pour laquelle il a obtenu un congé ou une dispense de service;

3° participe aux travaux des organes de négociation ou de concertation, alors que :

a) il n'est pas tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est imposé;

b) il a obtenu au préalable un congé de vacances;

c) il n'est pas tenu de travailler parce qu'il exerce ses fonctions par prestations réduites pour quelque motif que ce soit, à l'exception des prestations réduites pour maladie;

4° est expressément autorisé à participer à des activités de formation professionnelle, même s'il n'est pas tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est imposé;

5° participe aux activités de formation syndicale pour lesquelles il a obtenu un congé ou une dispense de service;

6° participe, alors qu'il n'est pas tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est imposé ou bénéficie d'un congé ou d'une dispense de service, à un concours, une sélection, un examen, une mesure de compétences ou toute autre épreuve, pour autant que cette participation soit prévue par les dispositions qui lui sont applicables. »;

3° l'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

« On entend par maladies professionnelles celles qui sont reconnues comme telles en exécution des articles 30 et 30bis des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970. ».

5° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Behalve andersluidende bepaling, wordt het vastbenoemde personeelslid dat gemachtigd is om voltijdse prestaties te verrichten bij één van de in dit artikel bedoelde overheidsdiensten, andere dan diegene waartoe hij behoort, voor de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten waarvan hij/zij het slachtoffer wordt tijdens deze prestaties, gelijkgesteld met het vastbenoemd personeel van de overheidsdienst waarbij het deze prestaties verricht. Het slachtoffer kan, in dit geval, de toepassing van artikel 14, § 1, 5°, inroepen tegen de overheidsdienst waarbij het zijn prestaties verricht.

Voor de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar en van het werk en de beroepsziekten waarvan zij het slachtoffer zijn tijdens de periode van hun terbeschikkingstelling, worden de bij de wet van 16 juli 2005 houdende de overplaatsing van sommige militairen naar een openbare werkgever ter beschikking gestelde militairen, voor de toepassing van deze wet, gelijkgesteld met de leden van het vast benoemd personeel van het bestuur, de dienst, de instelling of de rechtspersoon waarbij zij ter beschikking worden gesteld. ».

Art. 3. Artikel 1bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en gewijzigd bij de wetten van 19 oktober 1998 en 21 juni 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1bis. Volgens de in artikel 1 vastgestelde modaliteiten wordt deze wet toepasselijk gemaakt op :

1° de bedienaars van de katholieke, protestantse, orthodoxe, anglicaanse, israëlitische erediensten, de imams van de islamitische eredienst, de afgevaardigden van de Centrale Vrijzinnige Raad, de aalmoezeniers en morele consultants;

2° de personeelsleden van de door de Gemeenschappen gesubsidieerde universitaire instellingen, waarvan de regeling inzake rustpensioenen ten laste van de Schatkist is, voor zover deze instellingen erom verzoeken;

3° de personeelsleden van de internationale instellingen met Belgische deelname, die door het Ministerie van Defensie beheerd worden. ».

Art. 4. In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid, 2°, worden de woorden «naar aanleiding van een vroegere handeling door dat personeelslid tijdens de uitoefening van zijn dienst verricht» vervangen door de woorden «wegens het door dit personeelslid uitgeoefend ambt»;

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« Het personeelslid bedoeld in artikel 1 wordt geacht zich te bevinden op de plaats waar hij zijn ambt uitoefent wanneer hij :

1° bij gelegenheid een opdracht in het buitenland volbrengt in het kader van zijn ambt;

2° een activiteit uitoefent als vakbondsafgevaardigde of vertegenwoordiger van het personeel, zelfs buiten het Belgisch grondgebied, waarvoor hij verlof of een dienstvrijstelling kreeg;

3° deelneemt aan de werkzaamheden van de onderhandelings- of overlegorganen terwijl hij :

a) krachtens de arbeidsregeling die hem is opgelegd niet verplicht is te werken;

b) vooraf vakantieverlof heeft gekregen;

c) niet verplicht is te werken omdat hij zijn ambt uitoefent met verminderde prestaties, om welke reden ook, behalve voor verminderde prestaties wegens ziekte;

4° uitdrukkelijk vergunning krijgt om deel te nemen aan beroepsvormingsactiviteiten, zelfs indien het niet verplicht is te werken krachtens de arbeidsregeling die hem is opgelegd;

5° deelneemt aan activiteiten voor vakbondsopleiding waarvoor hij verlof of een dienstvrijstelling heeft gekregen;

6° deelneemt aan een vergelijkend examen, een selectie, een examen, een competentiemeting of ieder andere proef, voor zover die deelname is vastgelegd in de bepalingen die op hem van toepassing zijn, terwijl hij krachtens de arbeidsregeling die hem is opgelegd niet verplicht is te werken of met verlof is of een dienstvrijstelling kreeg. »;

3° het zesde lid wordt vervangen als volgt :

« Onder beroepsziekten worden verstaan de ziekten die als zodanig zijn aangemerkt ter uitvoering van de artikelen 30 en 30bis van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970. ».

Art. 5. A l'article 3 de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 mai 1997 et 19 octobre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, est complété comme suit :

« c) à une allocation d'aggravation de l'incapacité permanente de travail après le délai de révision; »;

2° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété comme suit :

« c) à une allocation de décès après le délai de révision; »;

3° l'alinéa 1^{er}, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° la victime, le conjoint, les enfants et les parents ont droit à l'indemnisation des frais de déplacement et de nuitée résultant de l'accident ou de la maladie professionnelle; ».

Art. 6. A l'article 3bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 mai 1997 et 19 octobre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° la seconde phrase de l'alinéa 2 est remplacée par la disposition suivante :

« Pour la travailleuse enceinte, l'application des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale est limitée à la période s'écoulant entre le début de la grossesse et le début des six semaines préalables à la date présumée de l'accouchement ou des huit semaines préalables lorsqu'il s'agit d'une naissance multiple. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« L'indemnité d'incapacité temporaire est payable aux mêmes époques que le traitement ou le salaire habituel. ».

Art. 7. A l'article 4 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 19 octobre 1998 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et la loi du 24 décembre 2002, le chiffre "21.047,40 EUR" est remplacé par le chiffre "24.332,08 euros";

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, inséré par la loi du 19 octobre 1998, les mots "rémunération additionnelle" sont remplacés par les mots "indemnité additionnelle";

3° dans le § 3, inséré par l'arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986 et renuméroté par la loi du 19 octobre 1998, le mot "invalidités" est remplacé par les mots "incapacités de travail".

Art. 8. L'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Sans préjudice des dispositions des articles 6 et 7, la rente visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, b, et l'allocation d'aggravation de l'incapacité permanente de travail, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, c, peuvent être cumulées avec la rémunération et avec la pension de retraite allouées en vertu des dispositions légales et réglementaires propres aux pouvoirs publics. ».

Art. 9. L'article 6, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Aussi longtemps que la victime conserve l'exercice de fonctions, la rente visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, b, et l'allocation visée à l'article 3, 1°, alinéa 1^{er}, 1°, c, ne peuvent dépasser 25 % de la rémunération sur la base de laquelle la rente a été établie. ».

Art. 10. L'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. § 1^{er}. Lorsque la victime cesse ses fonctions et obtient une pension de retraite visée à l'article 5, la rente visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, b, et l'allocation d'aggravation de l'incapacité permanente de travail visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, c, ne peuvent être cumulées avec la pension que jusqu'à concurrence de 100 % de la dernière rémunération, adaptée le cas échéant selon les règles applicables aux pensions de retraite et de survie.

Ce maximum peut être porté à plus de 100 %, sans pouvoir excéder 150 %, en ce qui concerne les victimes dont l'état nécessite absolument et normalement l'assistance d'une autre personne.

Le cas échéant, la rente ou l'allocation d'aggravation sont réduites à due concurrence.

§ 2. Lorsque la victime cesse ses fonctions sans avoir droit à une pension de retraite visée à l'article 5, elle bénéficie de la totalité de la rente et de l'allocation d'aggravation. ».

Art. 5. In artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1997 en 19 oktober 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 1°, wordt aangevuld als volgt :

« c) een bijslag wegens verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid na de herzieningstermijn; »;

2° het eerste lid, 2°, wordt aangevuld als volgt :

« c) een overlijdensbijslag na de herzieningstermijn; »;

3° het eerste lid, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° hebben het slachtoffer, de echtgenoot, de kinderen en de ouders recht op schadeloosstelling voor de verplaatsings- en overnachtingskosten die het gevolg zijn van het ongeval of de beroepsziekte; ».

Art. 6. In artikel 3bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1997 en 19 oktober 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tweede volzin van het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Voor de zwangere werknemster wordt de toepassing van de bepalingen die in geval van tijdelijke volledige ongeschiktheid bepaald zijn, beperkt tot de periode tussen het begin van de zwangerschap en het begin van de zes weken die aan de vermoedelijke datum van de bevalling voorafgaan of van de acht weken wanneer een meerlinggeboorte is voorzien. »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vergoeding voor tijdelijke ongeschiktheid wordt op dezelfde tijdstippen betaald als de gewone wedde of het gewone loon. ».

Art. 7. In artikel 4 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 19 oktober 1998 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en de wet van 24 december 2002, wordt het cijfer "21.047,40 EUR" vervangen door het cijfer "24.332,08 euro";

2° in de Franse tekst van § 2, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 1998 worden de woorden "rémunération additionnelle" vervangen door de woorden "indemnité additionnelle";

3° in § 3, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986 en vernummerd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt het woord "invaliditeiten" vervangen door het woord "arbeidsongeschiktheden".

Art. 8. Artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 6 en 7, kunnen de in artikel 3, eerste lid, 1°, b, bedoelde rente en de in artikel 3, eerste lid, 1°, c, bedoelde bijslag wegens verergering van de blijvende ongeschiktheid worden gecumuleerd met de bezoldiging en met het rustpensioen, toegekend krachtens de wets- en reglementsbe-
palingen eigen aan de overheidsdiensten. ».

Art. 9. Artikel 6, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Zolang het slachtoffer de uitoefening van ambten behoudt, mogen de rente bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, b, en de bijslag bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, c, niet hoger liggen dan 25 % van de bezoldiging op grond waarvan de rente werd vastgesteld. ».

Art. 10. Artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. Indien het slachtoffer zijn ambt neerlegt en een in artikel 5 bedoeld rustpensioen verkrijgt, kunnen de in artikel 3, eerste lid, 1°, b, bedoelde rente en de in artikel 3, eerste lid, 1°, c, bedoelde bijslag wegens verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid met het pensioen slechts worden gecumuleerd tot 100 % van de laatste bezoldiging, nadat deze in voorkomend geval is aangepast volgens de voor rust- en overlevingspensioenen geldende regelen.

Dat maximum kan tot méér dan 100 %, echter niet tot méér dan 150 %, worden opgevoerd voor slachtoffers wier toestand volstrekt de geregelde hulp van een ander persoon vergt.

De rente of de bijslag wegens verergering worden in voorkomend geval tot het passend bedrag vermindert.

§ 2. Het slachtoffer dat zijn ambt neerlegt zonder recht op een in artikel 5 bedoeld rustpensioen te hebben, geniet de totale rente en de totale bijslag wegens verergering. ».

Art. 11. A l'article 9 de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 19 octobre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 1°, le mot "légitimes" est supprimé;

2° le § 1, 2°, est remplacé par la disposition suivante : "enfants du conjoint survivant, nés ou conçus avant le décès de la victime";

3° le § 1^{er}, 3°, est abrogé;

4° le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. La rente accordée en application du § 1^{er}, aux enfants du conjoint survivant est diminuée du montant de la rente accordée auxdits enfants en raison d'un autre accident mortel du travail ou d'une autre maladie professionnelle. »;

5° le § 7 est abrogé.

Art. 12. Un article 10*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 10*bis*. En cas d'établissement de la filiation après le décès de la victime et si cette filiation a une influence sur les droits des autres bénéficiaires, celle-ci n'a d'effet pour l'application des articles 8 à 10 qu'à partir du jour où la décision coulée en force de chose jugée qui établit la filiation est notifiée à l'autorité qui prend les rentes à sa charge, conformément à l'article 16.

Si les droits d'autres ayants droit ont été établis par une décision de l'autorité ou une décision judiciaire, la modification de ces droits est constatée par une nouvelle décision de l'autorité ou une nouvelle décision judiciaire. ».

Art. 13. L'article 11 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Les rentes de conjoint survivant et d'orphelins et l'allocation de décès, accordées en vertu de la présente loi, peuvent être cumulées avec les pensions de veuve et d'orphelins allouées en vertu des dispositions légales et réglementaires propres aux pouvoirs publics. ».

Art. 14. L'article 13 de la même loi, modifié par les arrêtés royaux des 16 mai 1977 et 28 juin 1990, par la loi du 30 mars 1994, par l'arrêté royal du 8 août 1997 et par la loi du 19 octobre 1998, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. Les rentes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, les indemnités additionnelles visées à l'article 4, § 2, les allocations d'aggravation et les allocations de décès sont augmentées ou diminuées conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Le Roi détermine comment elles sont rattachées à l'indice-pivot 138,01.

Toutefois, l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux rentes lorsque l'incapacité de travail permanente n'atteint pas 16 %. ».

Art. 15. A l'article 14, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° contre les membres du personnel et les mandataires des personnes morales ou des établissements visés à l'article 1^{er} qui ont causé intentionnellement l'accident du travail ou la maladie professionnelle; »;

2° le point 3° est remplacé par la disposition suivante :

« 3° contre les personnes, autres que les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1^{er} ainsi que leurs mandataires et les membres de leur personnel, qui sont responsables de l'accident; »;

3° le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° contre les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1^{er} au personnel desquels la victime appartient ou contre leurs mandataires ou les autres membres de leur personnel, lorsque l'accident est survenu sur le chemin du travail; »;

Art. 11. In artikel 9 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 19 oktober 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, vervalt het woord "wettige";

2° § 1, 2°, wordt vervangen als volgt : "kinderen van de overlevende echtgenoot zijn, geboren of verwekt vóór het overlijden van het slachtoffer»;

3° § 1, 3°, wordt opgeheven;

4° § 3, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« § 3. De rente die met toepassing van § 1 wordt toegekend aan de kinderen van de overlevende echtgenoot wordt verminderd met het bedrag van de rente die aan voornoemde kinderen wegens een ander dodelijk arbeidsongeval of een andere beroepsziekte werd toegekend. »;

5° § 7 wordt opgeheven.

Art. 12. In dezelfde wet wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 10*bis*. Zo de afstamming vastgesteld wordt na het overlijden van het slachtoffer en indien deze afstamming invloed heeft op de rechten van de andere rechthebbenden, heeft ze pas uitwerking voor de toepassing van de artikelen 8 tot 10 vanaf de dag waarop de in kracht van gewijsde gegane beslissing die de afstamming vaststelt, wordt betekend aan de overheid die zich, overeenkomstig artikel 16, belast met de renten.

Indien de rechten van andere rechthebbenden door een beslissing van de overheid of een gerechtelijke beslissing werden vastgesteld, wordt de wijziging van deze rechten door een nieuwe beslissing van de overheid of door een nieuwe gerechtelijke beslissing vastgelegd. ».

Art. 13. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De krachtens deze wet toegekende renten van overlevende echtgenoot, en van wees en de overlijdensbijslag kunnen gecumuleerd worden met de weduwen- en wezenpensioenen, toegekend krachtens de wets- en reglementsbepalingen eigen aan de overheidsdiensten. ».

Art. 14. Artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 mei 1977 en 28 juni 1990, bij de wet van 30 maart 1994, bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 en bij de wet 19 oktober 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De in artikel 3, eerste lid, bedoelde renten, de in artikel 4, § 2, bijkomende vergoedingen, de verergerings- en overlijdensbijslagen worden vermeerderd of verminderd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. De Koning bepaalt hoe zij aan de spilindex 138,01 worden gekoppeld.

Het eerste lid is evenwel niet van toepassing op de renten wanneer de blijvende arbeidsongeschiktheid geen 16 % bereikt. ».

Art. 15. In artikel 14, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° tegen de personeelsleden en de gemachtigden van de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen die het arbeidsongeval of de beroepsziekte opzettelijk hebben veroorzaakt; »;

2° het punt 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° tegen de personen, behalve de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen alsmede hun gemachtigden en de leden van hun personeel, die voor het ongeval aansprakelijk zijn; »;

3° het punt 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° tegen de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen tot wier personeel het slachtoffer behoort of tegen hun gemachtigden of de andere leden van dat personeel wanneer het ongeval zich op de weg naar en van het werk heeft voorgedaan; »;

4° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 5° contre les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1^{er} qui, ayant méconnu gravement les obligations que leur imposent les dispositions légales et réglementaires relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ont exposé des membres du personnel au risque d'accident du travail ou de maladie professionnelle, alors que les fonctionnaires désignés pour surveiller l'application desdites dispositions en application de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail leur ont par écrit :

- a) signalé le danger auquel ils exposent ces membres du personnel;
- b) communiqué les infractions qui ont été constatées;
- c) prescrit des mesures adéquates;

d) communiqué que s'ils négligent de prendre les mesures visées sous c), la victime ou ses ayants droit a, en cas d'accident ou de maladie professionnelle éventuels, la possibilité d'intenter une action civile en responsabilité. L'action en responsabilité civile ne peut pas être intentée contre la personne morale ou l'établissement qui prouve que l'accident ou la maladie professionnelle est également dû au non-respect, par le membre du personnel victime de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle, des instructions de sécurité que la personne morale ou l'établissement lui a préalablement notifiées, alors que les moyens de sécurité nécessaires ont été mis à sa disposition;

6° contre les personnes morales ou les établissements visés à l'article 1^{er} et les membres de leur personnel lorsque l'accident est un accident de roulage. Par accident de roulage, on entend tout accident de la circulation routière impliquant un ou plusieurs véhicules, automoteurs ou non, et lié à la circulation sur la voie publique. »

Art. 16. A l'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "Les rentes et autres indemnités" sont remplacés par les mots "Les rentes, allocations et autres indemnités";

2° à l'alinéa 2, les mots "Aucune rente ni aucune indemnité" sont remplacés par les mots «Aucune rente, allocation ou indemnité».

Art. 17. L'article 16 de la même loi, remplacé par la loi du 20 décembre 1995 et modifié par la loi du 22 décembre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Les rentes, allocations et indemnités accordées aux membres du personnel des administrations, services ou établissements visés à l'article 1^{er}, 1°, 3° à 7° et 10°, ainsi qu'aux personnes visées à l'article 1^{er}bis, 1° et 2°, sont à charge du Trésor public. Il en va de même des frais de procédure, sauf si la demande est téméraire et vexatoire.

Les personnes morales visées à l'article 1^{er}, 2°, 8° et 9°, les corps de police locale visés à l'article 1^{er}, 11°, ainsi que les organismes visés à l'article 1^{er}bis, 3°, supportent la charge des rentes, allocations et indemnités accordées aux membres de leur personnel en application de la présente loi. Il en va de même des frais de procédure, sauf si la demande est téméraire et vexatoire. Le Roi fixe, au besoin, l'obligation de souscrire une assurance à cette fin. Dans ce cas, la victime et le réassureur n'ont pas d'action l'un contre l'autre. »

Art. 18. A l'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, les mots "Les rentes dues" sont remplacés par les mots "Les rentes et allocations dues".

Art. 19. L'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 1998, est complété par les alinéas suivants :

« Sauf lorsqu'elle porte uniquement sur le paiement de la rente, de l'allocation d'aggravation ou de l'allocation de décès, l'action en justice introduite par le membre du personnel des administrations, services ou établissements visés à l'article 1^{er}, 3° à 7°, est dirigée exclusivement contre la Communauté, la Région ou le Collège dont il relève.

Cette disposition exclut la mise à la cause de l'Etat par le biais d'une intervention forcée visée à l'article 813, alinéa 2, du Code judiciaire mais ne porte pas atteinte au droit de l'Etat d'intervenir dans une procédure pendante. »

4° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 5° tegen de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen die de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk zwaarwichtig hebben overtreden en die daardoor de personeelsleden aan het risico van arbeidsongevallen of van beroepsziekte hebben blootgesteld, terwijl de ambtenaren die zijn aangewezen om toezicht te houden op de naleving van die bepalingen, in toepassing van artikel 3 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie hun schriftelijk :

- a) hebben gewezen op het gevaar waaraan zij de personeelsleden blootstellen;
- b) hebben meegedeeld welke overtredingen werden vastgesteld;
- c) passende maatregelen hebben voorgeschreven;

d) hebben meegedeeld dat indien zij nalaten de onder c) bedoelde maatregelen te treffen, het slachtoffer of zijn rechthebbenden, bij gebeurlijk ongeval of beroepsziekte, over de mogelijkheid beschikt een burgerlijke aansprakelijkheidsvordering in te stellen. De burgerlijke aansprakelijkheidsvordering kan niet worden ingesteld tegen de rechtspersoon of de instelling die bewijst dat het ongeval of de beroepsziekte mede is toe te schrijven aan de niet naleving door het personeelslid, slachtoffer van het arbeidsongeval of van de beroepsziekte, van de veiligheidsinstructies die de rechtspersoon of de instelling hem vooraf heeft meegedeeld, terwijl de nodige veiligheidsmiddelen hem ter beschikking werden gesteld;

6° tegen de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen of instellingen en de leden van hun personeel wanneer het ongeval een verkeersongeval is. Onder verkeersongeval wordt verstaan ieder ongeval in het wegverkeer, waarbij één of meer al dan niet gemotoriseerde voertuigen zijn betrokken en dat verband houdt met het verkeer op de openbare weg. »

Art. 16. In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "De renten en andere vergoedingen" vervangen door de woorden "De renten, bijslagen en andere vergoedingen";

2° in het tweede lid, worden de woorden "Geen rente of vergoeding" vervangen door de woorden "Geen rente, bijslag of vergoeding".

Art. 17. Artikel 16 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 december 1995 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De renten, bijslagen en vergoedingen toegekend aan de personeelsleden van de besturen, diensten of instellingen vermeld in artikel 1, 1°, 3° tot 7° en 10°, alsook aan de in artikel 1bis, 1° en 2°, bedoelde personen vallen ten laste van de Schatkist. Dit geldt eveneens voor de procedurekosten, behalve wanneer het gaat om een tergende en roekeloze eis.

De rechtspersonen vermeld in artikel 1, 2°, 8° en 9°, de korpsen van de lokale politie vermeld in artikel 1, 11°, alsook de instellingen vermeld in artikel 1bis, 3°, dragen de last van de renten, bijslagen en vergoedingen, toegekend aan hun personeelsleden met toepassing van deze wet. Dit geldt eveneens voor de procedurekosten, behalve wanneer het gaat om een tergende en roekeloze eis. De Koning legt daartoe, indien nodig, de verplichting op een verzekering aan te gaan. In dat geval kunnen zowel het slachtoffer als de herverzekeraar geen rechtsovereenkomst tegen elkaar instellen. »

Art. 18. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, worden de woorden "verschuldigde renten" vervangen door de woorden "verschuldigde renten en bijslagen".

Art. 19. Artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 oktober 1998, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Behalve wanneer zij slechts op de betaling van de rente, van de bijslag wegens verergering of van de overlijdensbijslag slaat, wordt de rechtsovereenkomst, ingeleid door het personeelslid van de besturen, diensten of instellingen vermeld in artikel 1 3° tot 7° uitsluitend gericht tegen de Gemeenschap, het Gewest of het College waarvan het afhangt.

Deze bepaling sluit het betrekken van de Staat in de zaak uit, bij wege van een gedwongen tussenkomst als bedoeld in artikel 813, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, maar tast het recht van de Staat niet aan om in een lopende procedure tussen te komen. »

Art. 20. L'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1997, est complété comme suit :

« Les actions en paiement des allocations d'aggravation de l'incapacité permanente de travail et des allocations de décès se prescrivent trois ans après le premier jour qui suit la période de paiement à laquelle elles se rapportent, pour autant que le délai de prescription d'une éventuelle action principale en paiement des indemnités afférentes à cette période ne soit pas écoulé. ».

Art. 21. A l'article 20bis de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 280 du 30 mars 1984, les mots "Les rentes et les capitaux" sont remplacés par les mots "Les rentes, les allocations et les capitaux".

Art. 22. L'article 20quater de la même loi, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et renuméroté en article 2ter par la loi du 19 octobre 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 20quater. Lorsque l'instance compétente pour fixer la date de consolidation des lésions physiologiques résultant de l'accident du travail la fixe avec effet rétroactif, la rétroactivité ne peut porter préjudice à la victime, ni entraîner des obligations à sa charge. ».

Art. 23. L'article 20sexies, de la même loi, inséré par la loi du 22 mars 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« L'échange électronique de données sociales relatives aux accidents du travail et en vue de l'application de la sécurité sociale se fait conformément à la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, à l'intervention du Fonds des accidents du travail en qualité d'institution de gestion d'un réseau secondaire. ».

Art. 24. Il est inséré dans la même loi un chapitre IVbis, comprenant les articles 20septies à 20novies, rédigé comme suit :

« Chapitre IVbis. Surveillance

Art. 20septies. Les inspecteurs sociaux, les contrôleurs sociaux et les médecins du Fonds des accidents du travail, visés à l'article 87 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, surveillent l'application de la présente loi ainsi que des arrêtés et règlements pris en exécution de celle-ci.

Ils exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Art. 20octies. Lorsque l'autorité désignée par le Roi pour les déclarations d'accident refuse de reconnaître l'accident comme étant un accident du travail, il en informe simultanément le Fonds des accidents du travail et la victime ou ses ayants droit.

Le Fonds des accidents du travail peut effectuer une enquête sur les causes et circonstances de l'accident; s'il échet, un procès-verbal peut être dressé.

Une copie du procès-verbal est adressée au service, à la victime ou à ses ayants droit et, dans les cas visés à l'article 2bis, à l'organisme assureur auquel la victime est affiliée ou auprès duquel elle est inscrite conformément à la législation sur l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 20novies. Si le différend relatif à la reconnaissance de l'accident du travail subsiste entre l'autorité et les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux visés à l'article 20septies, ceux-ci lui communiquent, par lettre recommandée, leur avis motivé. Cet avis est déposé par l'autorité au greffe de la juridiction compétente lorsque celle-ci est saisie d'une contestation relative à la reconnaissance de l'accident du travail. ».

CHAPITRE III. — Modification de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

Art. 25. Dans l'article 58, § 1^{er}, 9^o de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, remplacé par la loi du 10 août 2001, les mots "sur les opérations des entreprises d'assurances relatives à la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public" sont remplacés par les mots "de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, y compris les opérations des entreprises d'assurances relatives à cette loi".

Art. 20. Artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 mei 1997, wordt aangevuld als volgt :

« Vorderingen tot betaling van de bijslagen wegens verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid en van de overlijdensbijslagen verjaren na drie jaar vanaf de eerste dag volgend op de betalingsperiode waarop zij betrekking hebben, voor zover de verjaringstermijn van een eventuele hoofdvordering tot betaling van de op deze periode betrekking hebbende vergoedingen niet is verstreken. ».

Art. 21. In artikel 20bis van dezelfde wet, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 280 van 30 maart 1984, worden de woorden "De renten en de kapitalen" vervangen door de woorden "De renten, de bijslagen en de kapitalen".

Art. 22. Artikel 20quater van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en vernummerd tot artikel 2 ter bij de wet van 19 oktober 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 20quater. Wanneer de instantie die bevoegd is voor het vaststellen van de datum van consolidatie van de lichamelijke letsels ingevolge een arbeidsongeval die datum met terugwerkende kracht vaststelt, mag die terugwerkende kracht het slachtoffer niet benadelen, noch verplichtingen met zich meebrengen ten laste van het slachtoffer. ».

Art. 23. Artikel 20sexies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De elektronische uitwisseling van sociale gegevens met betrekking tot de arbeidsongevallen en met het oog op de toepassing van de sociale zekerheid gebeurt overeenkomstig de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, door tussenkomst van het Fonds voor Arbeidsongevallen als beheersinstelling van een secundair netwerk. ».

Art. 24. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IVbis ingevoegd dat de artikelen 20septies tot 20novies omvat, luidende :

« Hoofdstuk IVbis. Toezicht

Art. 20septies. De sociaal inspecteurs, de sociaal controleurs en de geneesheren van het Fonds voor arbeidsongevallen, bedoeld in artikel 87 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, houden toezicht op de naleving van deze wet alsook van haar uitvoeringsbesluiten en -reglementen.

Zij oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 20octies. Wanneer de overheid die door de Koning werd aangeduid voor de aangiften van ongevallen weigert om het ongeval als een arbeidsongeval te erkennen, informeert zij daarover tegelijkertijd het Fonds voor arbeidsongevallen en het slachtoffer of zijn rechthebbenden.

Het Fonds voor arbeidsongevallen kan een onderzoek naar de oorzaken en omstandigheden van het ongeval uitvoeren; in voorkomend geval kan een proces-verbaal worden opgesteld.

Een kopie van het proces-verbaal wordt naar de dienst en naar het slachtoffer of zijn rechthebbenden gestuurd, en in de gevallen bedoeld in artikel 2bis, naar de verzekeringsinstelling waarbij het slachtoffer aangesloten of ingeschreven is overeenkomstig de wetgeving op de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

Art. 20novies. Als er een geschil betreffende de erkenning van het arbeidsongeval blijft tussen de overheid en de sociaal inspecteurs en sociaal controleurs, bedoeld in artikel 20septies, bezorgen zij de overheid, bij aangetekende brief, hun gemotiveerd advies. Dat advies wordt door de overheid neergelegd bij de griffie van de bevoegde rechtbank wanneer bij deze een betwisting betreffende de erkenning van het arbeidsongeval aanhangig wordt gemaakt. ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging aan de arbeidsongevallen wet van 10 april 1971

Art. 25. In artikel 58, § 1, 9^o, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, vervangen door de wet van 10 augustus 2001, worden de woorden "de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen in verband met de wet van 3 juli 1967 houdende de preventie en de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector" vervangen door de woorden "de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor de beroepsziekten in de overheidssector, met inbegrip van de verrichtingen van de verzekeringsondernemingen in verband met deze wet".

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 26. Pour toute aggravation postérieure au délai de révision et antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, l'allocation d'aggravation est due au plus tôt à partir du 1^{er} janvier 2006.

L'allocation de décès visée à l'article 5 est due pour tout décès survenu après le 31 décembre 2005.

Art. 27. L'article 7, 1^o, est applicable aux rentes qui sont dues à partir du 1^{er} janvier 2005.

Art. 28. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*, à l'exception de :

- 1^o l'article 2, 1^o, qui produit ses effets le 23 avril 2003;
- 2^o l'article 2, 3^o, qui produit ses effets le 1^{er} mars 1996;
- 3^o l'article 6, 1^o, qui produit ses effets le 1^{er} juillet 2004;
- 4^o l'article 7, 1^o, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Promulguons la présente loi et ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) Documents de la Chambre des Représentants : 51-2917-2006/2007

N^o 1 : Projet de loi. N^o 2 : Amendements. N^o 3 : Rapport fait au nom de la commission. N^o 4 : Texte adopté par la commission. N^o 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat. Compte rendu intégral : 29 mars 2007.

Documents du Sénat : 3-2361-2006/2007

N^o 1 : Projet évoqué par le Sénat. N^o 2 : Rapport fait au nom de la commission. N^o 3 : Décision de ne pas amender. — Annales du Sénat : 19 avril 2007.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 26. Voor elke verergering na de herzieningstermijn en vóór de inwerkingtreding van deze wet, is de verergeringsbijslag verschuldigd ten vroegste vanaf 1 januari 2006.

De in artikel 5 bedoelde overlijdensbijslag is verschuldigd voor elk overlijden dat gebeurd is na 31 december 2005.

Art. 27. Artikel 7, 1^o, is van toepassing op de renten die verschuldigd zijn vanaf 1 januari 2005.

Art. 28. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

- 1^o artikel 2, 1^o, dat uitwerking heeft met ingang van 23 april 2003;
- 2^o artikel 2, 3^o, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1996;
- 3^o artikel 6, 1^o, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2004;
- 4^o artikel 7, 1^o, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2005.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 51-2917-2006/2007

Nr. 1 : Wetsontwerp. Nr. 2 : Amendementen. Nr. 3 : Verslag namens de commissie. Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie. Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat. Integraal verslag : 29 maart 2007.

Stukken van de Senaat : 3-2361-2006/2007

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat. — Nr. 2 : Verslag namens de commissie. Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen. — Handelingen van de Senaat : 19 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2007 — 2438

[C — 2007/02106]

7 JUIN 2007. — Arrêté royal portant modification
de diverses dispositions réglementaires relatives à la carrière

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 29bis inséré par l'arrêté royal du 22 novembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 15sexies, § 3, modifié par les arrêtés royaux des 4 août 2004 et 30 janvier 2006 et l'article 16, alinéa 4, inséré par l'arrêté royal du 4 août 2004;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2007 — 2438

[C — 2007/02106]

7 JUNI 2007. — Koninklijk besluit houdende wijziging
van verscheidene reglementaire bepalingen betreffende de loopbaan

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, tweede lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijks personeel, inzonderheid op artikel 29bis ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 november 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 15sexies, § 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 augustus 2004 en 30 januari 2006 en artikel 16, vierde lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004;